



**Marché public de Travaux**

**AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR DES ESPACES DE BUREAUX  
« CLOISONS AMOVIBLES »**

**UCANSS\_25/PA/27**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(CCAP)**

## TERMINOLOGIE

**CCP** : code de la commande publique

**Maître d'ouvrage** : désigne l'UCANSS, agissant en qualité de pouvoir adjudicateur.

**Titulaire** : désigne l'entreprise ou l'entrepreneur à qui l'accord-cadre a été attribué et notifié.

## SOMMAIRE

<b>1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales .....</b>	<b>6</b>
1.1 Objet de l'accord-cadre .....	6
1.2 Allotissement .....	6
1.3 Procédure de passation .....	6
1.4 Forme du marché .....	6
1.5 Lieu(x) d'exécution .....	6
<b>2. Parties contractantes, maîtrise d'ouvrage, conduite d'opération et autres intervenants.....</b>	<b>7</b>
2.1 Parties contractantes, Maîtrise d'ouvrage .....	7
2.2 Maîtrise d'œuvre .....	7
2.2 Autres intervenants .....	7
2.2.1 Contrôle technique .....	7
2.2.2 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé (SPS) .....	7
2.2.3 Organisation, pilotage et coordination (OPC) .....	7
2.3 Sous-traitance .....	7
<b>3. Connaissance de l'ouvrage par le titulaire.....</b>	<b>8</b>
<b>4. Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>9</b>
<b>5. Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution .....</b>	<b>9</b>
5.1 Durée de l'accord-cadre.....	9
5.2 Délais d'exécution .....	9
5.3 Prolongation du délai d'exécution .....	10
<b>6. Passation des bons de commande .....</b>	<b>10</b>
6.1 Expression du besoin et établissement d'un devis .....	10
6.2 Contenu des bons de commande .....	10
6.3 Notification des bons de commande .....	10
<b>7. Contrôle de l'exécution des prestations .....</b>	<b>10</b>
7.1 Contrôle par le personnel de l'UCANSS .....	10
7.2 Essais et contrôles supplémentaires .....	11
7.3 Réception .....	11
7.4 Documents fournis après exécution .....	11
<b>8. Garantie.....</b>	<b>11</b>
8.1 Garantie des travaux .....	11
8.1.1 Délais de garantie et délais d'intervention du titulaire .....	11
8.1.2 Prolongation du délai de garantie .....	12
8.2 Garantie des matériels.....	12
<b>9. Prix du marché .....</b>	<b>12</b>
9.1 Conditions d'établissement des prix .....	12
9.2 Contenu des prix.....	13
9.3 Révision des prix.....	13
9.4 Fluides, évacuation des déchets, nettoyage de chantier .....	14
<b>10. Pénalités.....</b>	<b>14</b>
10.1 Dispositions générales.....	14
10.2 Pénalités pour retard .....	14
10.3 Autres pénalités .....	15
<b>11. Modalités de règlement des comptes.....</b>	<b>17</b>
11.1 Transmission des factures .....	17

11.2	Délai et mode de paiement .....	17
11.3	Présentation des demandes de paiement.....	18
11.3.1	Établissement des factures .....	18
11.3.2	Chantiers d'une durée de plus de 4 semaines .....	18
11.3.3	Chantiers d'une durée inférieure ou égale à 4 semaines .....	18
11.4	Païement des cotraitants et des sous-traitants.....	18
11.4.1	Païement des cotraitants .....	18
11.4.2	Païement des sous-traitants .....	19
11.5	Approvisionnements .....	19
11.6	Cession et nantissement de créances .....	19
<b>12.</b>	<b>Clauses de financement et de sûreté .....</b>	<b>19</b>
12.1	Avance (option A).....	19
12.2	Retenue de garantie .....	19
<b>13.</b>	<b>Préparation, Coordination et Exécution des travaux .....</b>	<b>20</b>
13.1	Période de préparation - programme d'exécution des travaux .....	20
13.2	Plans d'exécution - note de calculs - études de détail.....	20
13.3	Rendez-vous de chantier .....	20
13.4	Organisation du chantier .....	20
13.4.1	Nettoyage, rangement et protection du chantier .....	20
13.5	Échantillons, prototypes et espaces témoins.....	20
13.5.1	Échantillons .....	20
13.5.2	Prototypes .....	21
13.5.3	Espaces témoins .....	21
<b>14.</b>	<b>Installation et organisation du chantier.....</b>	<b>21</b>
14.1	Installations de chantier .....	21
14.2	Emplacements mis à disposition pour déblais .....	21
14.3	Réunions de chantier.....	21
14.4	Ordres de service.....	21
<b>15.</b>	<b>Droit de propriété .....</b>	<b>21</b>
<b>16.</b>	<b>Assurances .....</b>	<b>22</b>
16.1	Assurances du titulaire .....	22
16.2	Assurance du maître d'ouvrage .....	22
16.3	Attestations d'assurances.....	23
16.4	Sinistres .....	23
<b>17.</b>	<b>Changement dans la situation du titulaire .....</b>	<b>23</b>
17.1	Dispositions générales.....	23
17.2	Changement de dénomination sociale du titulaire .....	23
17.3	Changement de titulaire en cours d'exécution du présent accord-cadre.....	23
17.3.1	Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique .....	23
17.3.2	Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique .....	23
<b>18.</b>	<b>Lutte contre le travail dissimulé .....</b>	<b>24</b>
<b>19.</b>	<b>Régularité de la situation fiscale et sociale – Dispositif de vigilance .....</b>	<b>24</b>
<b>20.</b>	<b>Défaillance d'un membre du groupement.....</b>	<b>25</b>
<b>21.</b>	<b>Cession .....</b>	<b>25</b>
<b>22.</b>	<b>Redressement ou liquidation judiciaire .....</b>	<b>25</b>
<b>23.</b>	<b>Résiliation de l'accord-cadre .....</b>	<b>26</b>
23.1	Application du CCAG-Travaux.....	26

23.2	Résiliation pour faute .....	26
23.3	Changement de situation au regard des interdictions de soumissionner .....	26
23.4	Manquement constaté par la CJUE.....	26
<b>24.</b>	<b>Prestations similaires .....</b>	<b>27</b>
<b>25.</b>	<b>Droit et langue.....</b>	<b>27</b>
<b>26.</b>	<b>Règlement des litiges .....</b>	<b>27</b>
<b>27.</b>	<b>Confidentialité et Sécurité .....</b>	<b>27</b>
27.1	Engagements des parties .....	27
27.2	Vérification du respect des engagements.....	28
27.3	Recours à la sous-traitance .....	28
27.4	Exceptions à la confidentialité .....	28
27.5	Durée des obligations.....	29
<b>28.</b>	<b>Dispositions générales.....</b>	<b>29</b>
<b>29.</b>	<b>Dérogations au CCAG Travaux .....</b>	<b>29</b>

# 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de cloisons amovibles dans le cadre de l'opération d'aménagement intérieur des espaces de bureaux de l'immeuble « Le Digital », siège social de l'UCANSS, situé à Montreuil.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## 1.2 ALLOTISSEMENT

En application de l'article L. 2113-11-2 du Code de la commande publique, les prestations n'étant pas distinctes et ayant une cohérence en termes de projet, celles-ci ne sont pas alloties.

## 1.3 PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché est passé dans le cadre d'une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1-1° et R. 2123-1-1° du Code de la commande publique.

## 1.4 FORME DU MARCHE

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L. 2125-1-1° du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire et à bons de commande au sens des articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 1 000 000 euros HT sur sa durée totale (soit 4 ans reconductions comprises), conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique.

## 1.5 LIEU(X) D'EXECUTION

Les travaux seront effectués dans les locaux de l'UCANSS à l'adresse suivante :

Immeuble « Le Digital »

6 rue Elsa Triolet

93100 MONTREUIL

## 2. PARTIES CONTRACTANTES, MAITRISE D'OUVRAGE, CONDUITE D'OPERATION ET AUTRES INTERVENANTS

### 2.1 PARTIES CONTRACTANTES, MAITRISE D'OUVRAGE

Les parties contractantes sont :

- Le **Maître d'ouvrage** : Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale (UCANSS)  
Représentée par sa Directrice, Madame Isabelle BERTIN et en son absence ou empêchement son Directeur Délégué Monsieur Jean-Charles GILLET ;  
6 rue Elsa Triolet  
93100 MONTREUIL
- L'entreprise titulaire de l'accord-cadre désignée dans le présent C.C.A.P par l'expression « le Titulaire » ou le « Prestataire ».

### 2.2 MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée en interne par le service de la Gestion des biens et de la Sécurité Direction des Ressources et de la logistique

### 2.2 AUTRES INTERVENANTS

#### 2.2.1 Contrôle technique

Sans objet.

#### 2.2.2 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé (SPS)

Sans objet.

#### 2.2.3 Organisation, pilotage et coordination (OPC)

Sans objet.

### 2.3 SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux dispositions du CCP relatives à la sous-traitance (Chapitre III du Titre IX du Livre Ier de la Deuxième Partie).

Conformément à l'article L. 2193-3 du CCP, le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution **d'une partie** des prestations de son marché. La sous-traitance ne peut donc en aucun cas concerner la totalité du présent marché.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, par courriel à [lbeouch@ucanss.fr](mailto:lbeouch@ucanss.fr) un dossier de demande comprenant :

- Une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat

de sous-traitance et comportant une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;

- En annexe à la déclaration de sous-traitance, les documents suivants concernant le sous-traitant :
  - L'avis de situation au répertoire SIRENE datant de moins de 3 mois,
  - Les certificats d'assurance en cours de validité (Responsabilité Civile Professionnelle et Garantie Décennale),
  - Les agréments, qualifications professionnelles et références relatifs aux missions sous-traitées,
  - L'attestation URSSAF datant de moins de 6 mois,
  - La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail,
  - Le RIB ;
- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Pour les sous-traitants établis hors de France, le titulaire joint une copie de la déclaration de détachement établie en application des articles R1261-1 et suivants du code du travail et une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R1263-2-2 est exigée.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par l'acte spécial signé par le maître d'ouvrage.

En cas de sous-traitance, le titulaire reste seul responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le maître d'ouvrage est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect de la réglementation.

En cas de recours à la sous-traitance par le titulaire, le maître d'ouvrage souhaiterait qu'il la limite au rang 1.

### 3. CONNAISSANCE DE L'OUVRAGE PAR LE TITULAIRE

Le titulaire reconnaît que les dossiers contractuels qui lui ont été remis à la date de conclusion du marché sont suffisants pour lui permettre de remplir ses obligations contractuelles en assurant, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférant et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit, nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations. Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de son marché.

Tous sondages ou reconnaissances complémentaires que le titulaire estimerait nécessaire d'engager postérieurement à la conclusion du marché sont effectués sous sa responsabilité et à ses frais.

Il est tenu d'une obligation de résultat et s'engage à exécuter des prestations exemptes de vices.

En outre, il s'engage à mettre en œuvre tous moyens (liste non exhaustive : mesures, analyses, investigations, contrôles) permettant d'éviter ou de limiter les troubles de voisinage dans un chantier urbain (liste non exhaustive : vibrations, poussière, bruit,).

Il est responsable de toute dégradation et/ou désordre susceptible d'affecter les ouvrages voisins.



## 4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du marché sont énumérées par ordre décroissant de priorité sont :

1. L'ATTRI1 (acte d'engagement) et ses annexes :
  - a. Annexe 1 de l'ATTRI1 : Le Bordereau de Prix Unitaires (B.P.U),
  - b. Annexe 2 : Cadre de réponse technique (CRT).
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et ses documents et plans joints ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, modifié ;
5. Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

À l'exception du CCAG-Travaux, publié au Journal officiel de la République française, seuls font foi les exemplaires originaux des pièces listées ci-dessus conservées dans les archives du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit par ailleurs, tant au niveau des études que de l'exécution des ouvrages, respecter toute réglementation ou norme en vigueur applicable à ses prestations, alors même que cette réglementation ou norme n'est pas visée par les pièces contractuelles (notamment les DTU, le Règlement Sanitaire Départemental...).

## 5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE - DELAI D'EXECUTION

### 5.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie de l'accord-cadre adressée au titulaire ou la date de début d'exécution prévue par l'accord-cadre lorsqu'elle est postérieure à la date de notification.

A la date anniversaire de l'accord-cadre, il pourra être reconduit trois fois pour une nouvelle durée d'un an par tacite reconduction.

Dans la mesure où l'UCANSS ne souhaiterait pas reconduire l'accord-cadre, elle devra en informer par lettre recommandée avec accusé de réception le titulaire deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

La durée maximale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises, ne pourra pas dépasser quatre (4) ans.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra ni refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

Les bons de commande peuvent être émis de la date de notification de l'accord-cadre à sa date d'échéance. À l'échéance de l'accord-cadre, aucun bon de commande ne pourra plus être émis. Toutefois, l'exécution des bons de commande déjà émis sera poursuivie jusqu'à son terme, sans pouvoir excéder de 3 mois la date d'échéance de l'accord-cadre.

### 5.2 DELAIS D'EXECUTION

Le délai maximum de remise d'un devis (voir § 6.1 *infra*) est de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception par le titulaire de la demande écrite de l'UCANSS.

Le délai d'exécution des travaux, incluant la période d'installation, de préparation et de repliement de chantier, sera précisé sur chaque bon de commande en fonction des travaux à réaliser, en tenant compte du délai proposé par le titulaire dans son devis.

Le non-respect d'un délai d'exécution entraînera l'application de pénalités conformément aux dispositions du présent CCAP.

### 5.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Il est fait application des dispositions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

## 6. PASSATION DES BONS DE COMMANDE

### 6.1 EXPRESSION DU BESOIN ET ETABLISSEMENT D'UN DEVIS

Préalablement à l'émission d'un bon de commande :

- L'UCANSS transmet au titulaire une description des travaux d'aménagement demandés, leur localisation précise et, le cas échéant, tout document complémentaire utile,
- Le Titulaire, dans le respect du délai fixé à l'article 5.2 *supra*, transmet son devis établi à partir des prix unitaires du BPU de l'accord-cadre, accompagné d'un planning prévisionnel à compter de la date de notification du bon de commande et jusqu'à la réception des travaux.

### 6.2 CONTENU DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont passés au fur et à mesure des besoins.

Ils comportent au moins :

- le numéro et la date du bon de commande ;
- les références du marché (numéro) ;
- le nom du titulaire ;
- l'adresse d'exécution ;
- le ou les délai(s) d'exécution ;
- les prix unitaires et les quantités ;
- le montant total de la commande HT et TTC ;
- en annexe : la description des travaux à effectuer.

### 6.3 NOTIFICATION DES BONS DE COMMANDE

La notification des bons de commande se fera prioritairement par courrier électronique. Le titulaire s'engage à immédiatement accuser réception du bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception du bon de commande.

## 7. CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 7.1 CONTROLE PAR LE PERSONNEL DE L'UCANSS

Les prestations seront surveillées et contrôlées par les agents de l'UCANSS ou par le maître d'œuvre interne.

Il sera procédé aux contrôles et essais prévus dans le CCTP.

En cas de non-exécution d'une prestation ou d'anomalie, l'UCANSS convoque le représentant du titulaire par téléphone ou courriel.

Ce dernier devra se présenter afin de constater contradictoirement le problème et prendre les mesures nécessaires pour y mettre fin, dans les meilleurs délais.

## 7.2 ESSAIS ET CONTROLES SUPPLEMENTAIRES

L'UCANSS se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis dans le CCTP :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés en dépenses contrôlées ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par l'UCANSS.

## 7.3 RECEPTION

Chaque bon de commande fait l'objet d'une réception.

Conformément à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, le titulaire avise l'UCANSS par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés.

Le délai maximal dans lequel il est procédé aux opérations de réception des travaux est fixé à 1 jour ouvré par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, à compter de la date de réception de l'avis d'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

Les opérations préalables sont organisées contradictoirement entre le titulaire et le maître d'œuvre interne ou le représentant du maître d'ouvrage.

Elles font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le maître d'œuvre interne ou le représentant du Maître d'Ouvrage, signé par les parties.

En l'absence de réserves, l'UCANSS prononce la réception des travaux, celle-ci prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux. Elle ouvre droit au paiement des prestations pour le titulaire.

Si des imperfections ou malfaçons sont relevées par l'UCANSS, le titulaire doit y remédier dans le délai de 8 jours visé au § 8.1 ci-dessous et la levée des réserves fait l'objet des opérations décrites ci-dessus.

## 7.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les documents à fournir après exécution en application de l'article 40 du CCAG-Travaux sont précisés dans le CCTP, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Les documents seront remis en trois (3) exemplaires :

- 2 exemplaires « papier » ;
- 1 exemplaire au format électronique (dwg et pdf pour les pièces graphiques), dans le respect de la charte graphique du maître d'ouvrage.

# 8. GARANTIE

## 8.1 GARANTIE DES TRAVAUX

### 8.1.1 Délais de garantie et délais d'intervention du titulaire

Le délai de garantie des travaux est d'un an à compter de la date d'effet de la réception conformément à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Durant le délai de garantie, le titulaire est tenu de :

- lever les réserves notées à la réception dans un délai de 8 jours ;
- remédier à tous désordres nouveaux signalés par l'UCANSS dans un délai de 8 jours.

Les délais d'intervention prescrits ci-avant peuvent éventuellement être raccourcis en cas de réserves, malfaçons ou désordres nécessitant une intervention plus rapide motivée par des problèmes de sécurité touchant des

personnes ou des ouvrages ou risquant d'occasionner une aggravation des désordres ou afin d'assurer la continuité du fonctionnement de l'ouvrage.

### 8.1.2 Prolongation du délai de garantie

Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG-Travaux, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-Travaux.

## 8.2 GARANTIE DES MATERIELS

Les pièces, matériels et matériaux installés par le titulaire sont garantis contre tout vice de conception, de fabrication ou défaut de matière pour une période au moins égale à celle garantie par le fabricant.

Le titulaire fournit, à réception des travaux, les justificatifs correspondants.

Au titre de la garantie, le titulaire effectue le remplacement des matériels ou éléments défectueux. La garantie inclut les matériels livrés, déballés et installés ainsi que les frais de déplacement et de main d'œuvre.

Le titulaire du présent accord-cadre sera le seul interlocuteur de l'UCANSS pendant la durée de la garantie.

## 9. PRIX DU MARCHÉ

### 9.1 CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglés par un prix forfaitaire par bon de commande, calculé à partir des prix unitaires du Bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités nécessaires à la réalisation des travaux objet du bon de commande.

Le prix tient compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'éventuelle exécution simultanée de plusieurs bons de commande.

L'application des recommandations des services de prévention de la CRAM ou de l'OPPBTP est réputée incluse dans les prix du présent marché et ne peut faire, en aucun cas, l'objet d'une plus-value.

Le titulaire reconnaît formellement que les prix figurant au marché, tiennent compte de toutes les prescriptions, garanties, sujétions et obligations résultant du marché y compris les impôts, taxes, redevances de toutes natures. Ces prix tiennent compte de toutes les charges et tous les aléas pouvant résulter de l'exécution des travaux et notamment des circonstances locales et de la situation géographique du chantier (frais de transport du matériel, entretien de voirie, frais de brevets, redevances, etc.).

Ils tiennent compte également du bénéfice du titulaire.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Les ouvrages à exécuter sont définis dans les pièces contractuelles. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des documents constituant l'accord-cadre et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations.

Une omission sur un plan ou une pièce écrite n'a en aucun cas pour effet de soustraire le titulaire à l'obligation d'exécuter l'intégralité des ouvrages, tels qu'ils sont définis dans l'accord-cadre et conformément aux règles de l'art.

En cours d'exécution, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces de l'accord-cadre pour refuser l'exécution des ouvrages nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages ou pour remettre en cause les conditions de délais ou de prix.

En effet, toutes omissions, imprécisions et contradictions des plans, coupes, détails et pièces écrites définissant la prestation et les limites de prestations, telles que décrites dans le dossier de consultation doivent avoir été signalées à la remise de l'offre.

**En conséquence, le titulaire doit s'interdire de signer le marché sans avoir obtenu les clarifications nécessaires.**

## 9.2 CONTENU DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont en euros, hors TVA, et sont établis et comprennent notamment :

- Les stipulations de l'article 9.1 du CCAG-Travaux ;
- Les sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'éventuelle exécution simultanée de différents bons de commande ;
- La participation à des expertises/référés/constats d'huissier ;
- Les prestations et des contraintes de réalisation décrites dans la totalité des documents l'accord-cadre ;
- La fourniture d'échantillons et/ou de prototypes définis au CCTP ;
- Les revendications éventuelles des tiers pour l'emploi de procédés ou d'appareils brevetés ;
- Tous les frais générés par les assurances propres à l'entreprise (responsabilité civile et décennale) et toute assurance complémentaire nécessitée par la nature ou le risque des travaux à réaliser ;
- La constitution du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).
- Tous les frais liés à la gestion des déchets.

## 9.3 REVISION DES PRIX

Les prix, figurant au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement, sont fermes pendant la première année du marché.

A la date anniversaire du marché, ils pourront être révisés annuellement à la hausse ou à la baisse en appliquant la formule suivante.

Indice utilisé : valeur de l'index du bâtiment - BT 08 – Plâtre et préfabriqués – Base 2010 (Identifiant 001710954)

Source : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710954>

Formule paramétrique :

$$P1 = P0 \times (0,10 + 0,90 I1/I0)$$

Avec

- P1 : prix de règlement obtenu après la révision ;
- P0 : prix de l'annexe financière ;
- I1 : valeur indice INSEE définitif de référence mis en ligne avant le 1er jour du mois prévu pour la révision ;
- I0 : valeur du dernier indice INSEE définitif de référence mis en ligne à la date limite de remise des offres.

Les bons de commande émis par l'UCANSS avant la date de prise d'effet de la révision mais en cours d'exécution à cette même date, seront réglés sur la base des prix non révisés.

Pour le coefficient de la formule de variation, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Dans le cas où l'indice ci-dessous viendrait à disparaître, l'UCANSS et le titulaire de l'accord-cadre se mettraient d'accord pour lui substituer un autre indice, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre.

## 9.4 FLUIDES, EVACUATION DES DECHETS, NETTOYAGE DE CHANTIER

Les fluides (électricité et eau) sont fournis par le maître d'ouvrage sous réserve de la puissance disponible.

L'évacuation des déchets générés par l'activité du titulaire et des matériaux de démolition, réalisée par le titulaire sont à la charge du titulaire. En application de l'article 36 du CCAG-Travaux, le titulaire communique au maître d'ouvrage, dans les meilleurs délais à compter de la date de notification de l'accord-cadre ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets, ainsi que tous éléments permettant d'en suivre la traçabilité.

Pour le nettoyage de chantier :

- Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- Le titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées ;
- Le titulaire assure la collecte, le transport, l'entreposage, les tris éventuels et l'évacuation des déchets créés par les travaux.

## 10. PENALITES

### 10.1 DISPOSITIONS GENERALES

La voie amiable est systématiquement recherchée. Cependant, tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Chacun des manquements aux obligations définies dans le cadre du présent accord-cadre et peut donner lieu à application des pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Chaque organisme bénéficiaire applique les pénalités pour les prestations de nettoyage qui le concernent.

L'application de ces pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

### 10.2 PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, en cas de retard

- Dans la remise du devis, imputable au titulaire, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer, une pénalité journalière de 50 € ;
- Dans l'exécution des travaux, imputable au titulaire, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer, une pénalité journalière de 100 €.

L'application des pénalités se fera conformément à la procédure contradictoire prévue à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du bon de commande.

En cas d'impossibilité, pour le titulaire, de mener à bien les travaux, et après mise en demeure restée sans effet dans les quinze jours calendaires suivant cette mise en demeure, une mise en régie à ses frais et risques peut être ordonnée conformément à l'article 52 du CCAG-travaux.

### 10.3 AUTRES PENALITES

Les pénalités suivantes sont applicables, sans mise en demeure préalable, dans le cadre de la réalisation d'un bon de commande.

Ces pénalités interviennent sur constat du maître d'ouvrage ou de son maître d'œuvre interne.

N°	Description	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
	<b>Environnement</b>				
1	Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites : par événement		X		
	<b>Installation de chantier</b>				
2	Défaut de nettoyage ou d'enlèvement des matériaux dans les zones de chantier constaté : par jour travaillé	X			
	<b>Sécurité</b>				
3	L'employé de l'Entreprise est surpris en défaut de sécurité quelle qu'en soit la raison : par événement		X		
4	Un poste de travail de l'Entreprise est en défaut de conformité aux règles de sécurité : par événement		X		
5	Défaut de mise en place ou dépose d'une protection collective sur le chantier : par événement.		X		
	<b>Exécution</b>				
6	L'Entreprise prétend à tort avoir achevé une tâche ou avoir levé une non-conformité ou une réserve : par événement		X		
7	Absence en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité de l'Entreprise convoquée à ladite réunion, sauf s'il est dégagé de cette obligation par le Maître d'ouvrage : par événement		X		
8	Retard dans la remise de documents de préparation du chantier et d'exécution, de plans « Bon pour Synthèse » ou « Bon pour Exécution » par jour travaillé et par zone	X			

N°	Description	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
9	Retard dans la diffusion de documents de préparation du chantier et d'exécution, de plan, selon un nouvel indice faisant suite à avis défavorable ou visa avec observation : par événement	X			
10	Retard sur la remise des documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillée : par jour travaillé		X		
11	Ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié : par événement				X
12	Retard dans la livraison d'un DOE				X
	<b>Respect de la réglementation en matière de droit du travail</b>				
13	Incapacité de présenter la carte d'identité professionnelle sécurisée à la demande du Maître d'ouvrage ou de tout donneur d'ordre intervenant sur le chantier : par salarié défaillant et par constat		X		
	<b>Récidive</b>				
14	Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 1		X		
15	Troisième récidive sur une pénalité de niveau 1			X	
16	Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 2			X	
17	Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 3				X

Montants des pénalités :

Niveau	Montant correspondant
Niveau 1	50 Euros
Niveau 2	100 Euros
Niveau 3	150 Euros
Niveau 4	200 Euros

Outre ces pénalités, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas son obligation de présenter un sous-traitant pour acceptation et agrément de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage, ce dernier peut, sans mise en demeure préalable et sur constat du maître d'œuvre interne infliger au titulaire une pénalité forfaitaire de 5 000 €. Cette pénalité s'applique par sous-traitant non déclaré.



## 11. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### 11.1 TRANSMISSION DES FACTURES

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

**Nota** : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

**L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Le titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures.

2. Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.  
UCANSS\_25/AC/09 – CCAP 15

3. Mode EDI (Échange de données informatisées).

Le titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références de l'accord-cadre, du bon de commande et le numéro SIRET de l'organisme bénéficiaire, émetteur du bon de commande.

### 11.2 DELAI ET MODE DE PAIEMENT

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de chaque facture.

En vertu de l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R. 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

En application de l'article D. 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En application de l'article R. 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au Titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur ou la Directrice de l'UCANSS.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur comptable et financier de l'UCANSS.

## 11.3 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

### 11.3.1 Établissement des factures

Les factures ou demandes de paiement équivalentes comportent, outre les mentions légales :

- Le numéro du marché (numéro d'engagement juridique) et la date de sa notification ;
- Le numéro SIRET du maître d'ouvrage : 784 621 435 00048 ;
- Le montant de la facture HT et TTC ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- La raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- Les coordonnées bancaires du titulaire.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre des pénalités prévues au présent CCAP seront déduites du montant TTC de la facture ou feront l'objet d'un ordre de reversement.

### 11.3.2 Chantiers d'une durée de plus de 4 semaines

Pour les chantiers d'une durée supérieure à quatre semaines, l'article 12 du CCAG-Travaux s'applique (établissement par le titulaire d'un décompte mensuel et d'un décompte général final, déposés sur Chorus Pro pour validation par le maître d'œuvre).

Le maître d'œuvre valide (sur la plateforme Chorus Pro) ou fait apporter les corrections aux décomptes. Après validation du maître d'œuvre, les informations sont automatiquement transmises au comptable assignataire.

### 11.3.3 Chantiers d'une durée inférieure ou égale à 4 semaines

Une fois la réception des travaux prononcée, le titulaire dépose sur la plateforme CHORUS un décompte général final indiquant :

- o Les quantités totales de prestations réellement exécutées ;
- o Le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre ;

Le maître d'œuvre valide (sur la plateforme CHORUS) ou fait apporter les corrections au décompte. Après validation, le décompte est automatiquement envoyé au comptable assignataire.

## 11.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

### 11.4.1 Paiement des cotraitants

Lorsque les membres du groupement sont payés de manière individualisée, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;

- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Le titulaire ou son mandataire est seul habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général. Sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

#### 11.4.2 Paiement des sous-traitants

S'il est admis au paiement direct, le sous-traitant est invité à déposer sa demande de paiement sur la plateforme Chorus Pro. Les grandes étapes sont les suivantes :

1. Le sous-traitant établit sa demande de paiement hors taxe et porte la mention « Autoliquidation » ;
2. Le sous-traitant dépose sa facture sur Chorus Pro en indiquant les références du titulaire du marché et de l'UCANSS ;
3. Le titulaire indique dans l'outil Chorus s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant ;
4. Lors de l'acceptation, la demande de paiement est transmise au maître d'ouvrage pour traitement ;
5. Après acceptation, le titulaire transmet, en dehors de Chorus Pro, au maître d'ouvrage les copies des demandes de paiement qu'il accepte et émises par ses sous-traitants ;
6. Le paiement est effectué lorsque le titulaire du marché dépose le projet de décompte (mensuel ou général) avec la demande de paiement du sous-traitant en pièce jointe.

### 11.5 APPROVISIONNEMENTS

Sans objet.

### 11.6 CESSIION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions du code monétaire et financier et des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du CCP.

En cas de sous-traitance, le montant des prestations qu'ils est envisagé de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est déduit du montant du marché que le titulaire pourra céder ou nantir.

## 12. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

### 12.1 AVANCE (OPTION A)

Sauf renoncement dans l'acte d'engagement, si les conditions de l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique sont remplies, le titulaire bénéficie d'une avance de 5% du montant TTC non sous-traité du marché, cette avance est portée à 30% du montant TTC non sous-traité du marché si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du CCP. L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique.

### 12.2 RETENUE DE GARANTIE

Chaque bon de commande fait l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5% du montant toutes taxes comprises, augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du bon de commande en cours d'exécution. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des paiements effectués au titre du bon de commande.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande.

Le remboursement de la retenue de garantie, ou la libération de la garantie à première demande, interviennent conformément aux dispositions fixées par l'article R. 2191-35 du Code de la commande publique.

## 13. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

### 13.1 PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Après la notification du marché, la première réunion de lancement est organisée. Cette réunion fixe le calendrier de réalisation. À l'issue de cette réunion, les ordres de service sont transmis aux entreprises.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, à compter de la date de délivrance de l'ordre de service, il est fixé une période de préparation de **3 semaines**.

### 13.2 PLANS D'EXECUTION - NOTE DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL

En complément des dispositions de l'article 29 du CCAG-Travaux, les dispositions suivantes s'appliquent.

Le titulaire réalise les documents d'exécution à partir des documents remis lors de la consultation des entreprises. Dans le cas où le titulaire a jugé que des documents complémentaires sont nécessaires, il l'a signalé dans son offre et s'interdit de signer le marché avant de les avoir obtenus.

En conséquence, le titulaire doit établir l'ensemble des documents d'exécution (notamment : plan d'EXE, notes de calcul, PEO, PAC, fiches techniques) nécessaires à l'exécution des travaux.

Ces documents doivent être diffusés en un exemplaire auprès de chacun des différents intervenants suivant une procédure définie lors de la période de préparation.

Les plans d'exécution sont remis au contrôleur technique (Cf. § 2) pour Avis et à la maîtrise d'œuvre pour Visa.

Suivant les cas, la maîtrise d'œuvre vise les documents avec les mentions utiles.

Par ailleurs, le contrôleur technique émet un avis sur les documents d'exécution des ouvrages.

Le titulaire prend en compte les mentions et avis avant la mise en œuvre des travaux.

### 13.3 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Les éventuelles dispositions spéciales relatives aux réunions de chantier sont décrites dans le CCTP.

### 13.4 ORGANISATION DU CHANTIER

Les éventuelles dispositions spéciales relatives à l'organisation du chantier sont décrites dans le CCTP.

#### 13.4.1 Nettoyage, rangement et protection du chantier

Les éventuelles dispositions spéciales relatives au nettoyage, au rangement et à la protection du chantier sont décrites dans le CCTP.

### 13.5 ÉCHANTILLONS, PROTOTYPES ET ESPACES TEMOINS

#### 13.5.1 Échantillons

Lorsqu'ils sont demandés par le maître d'ouvrage, les échantillons sont présentés par le titulaire qui en assure la fourniture, la présentation et l'enlèvement après exploitation.

Les échantillons validés restent sur place toute la durée du chantier.

### 13.5.2 Prototypes

Sans objet.

### 13.5.3 Espaces témoins

Sans objet.

## 14. INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

### 14.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Conformément à l'article 31.1 CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Leur installation est soumise à l'approbation du maître d'œuvre interne.

### 14.2 EMBLEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS

Tous les déchets de chantier sont évacués chaque jour.

### 14.3 REUNIONS DE CHANTIER

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre interne ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres au personnel de l'entreprise de chantier.

L'absence du titulaire ou de son agent, ou de son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité du titulaire défaillant.

Le maître d'œuvre interne se réserve le droit de convoquer aux réunions de chantier, le cas échéant, les entreprises sous-traitantes en présence du titulaire ou cotraitantes en présence du mandataire.

### 14.4 ORDRES DE SERVICE

Les ordres de service sont signés par le maître d'ouvrage.

Les ordres de service sont remis soit :

- En main propre au titulaire ou à son représentant. Le titulaire s'engage alors à signer le récépissé ;
- Par voie dématérialisée, le titulaire s'engage alors à en accuser réception formellement.

## 15. DROIT DE PROPRIETE

Il est fait application du chapitre 6 relatif à la propriété intellectuelle du CCAG-Travaux.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.

Si le maître d'ouvrage est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

## 16. ASSURANCES

### 16.1 ASSURANCES DU TITULAIRE

En application de l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code Civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- Une assurance au titre de la garantie de bon fonctionnement découlant de l'article 1792-3 du code civil pour la nature des travaux réalisés.

Remarque : si la nature des travaux le justifie, en application des articles L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances, l'attestation d'assurance au titre de la garantie décennale découlant de l'article 1792-4 du code civil pour la nature des travaux réalisés a été transmise au maître d'ouvrage par les titulaires pressentis avant la notification du marché.

Ces assurances doivent être contractées auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et agréée conformément aux articles R. 321-1 et suivants du code des assurances.

Chaque titulaire est tenu de présenter dans le délai de quinze (15) jours précité, les attestations des compagnies d'assurances solvables auprès desquelles auront été souscrites les différentes polices.

L'absence de présentation des certificats d'assurances conformes, est une cause de résiliation pour faute du titulaire (article 50.3.1 f) du CCAG-Travaux).

Les attestations produites doivent émaner de la compagnie d'assurances elle-même. Elles doivent comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes.

Les attestations d'assurance de responsabilité décennale et biennale doivent être valables à la date de démarrage des travaux.

L'attestation d'assurance de responsabilité civile doit être valable pendant toute la durée des travaux.

Les attestations d'assurance de ses sous-traitants sont produites par le titulaire à l'appui de toute demande d'agrément et le titulaire fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance en vigueur de ses cotraitants et sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit prévenir le maître d'ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses polices d'assurance.

Tout règlement peut être différé si le titulaire ne fournit pas les justifications demandées. Le règlement du solde est soumis à la présentation des certificats d'assurances conformes.

### 16.2 ASSURANCE DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Dans le cadre du présent accord-cadre, le maître d'ouvrage a souscrit les assurances suivantes :

- Assurance « Responsabilité civile »

La souscription par le maître d'ouvrage d'une police dommages-ouvrages est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et, s'il y a lieu, ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent, à cet égard, aucune modification ; le titulaire, et s'il y a lieu ses cotraitants, renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage, eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi, en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire, et s'il y a lieu de ses cotraitants, est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats

d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Le titulaire et ses éventuels cotraitants s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

### 16.3 ATTESTATIONS D'ASSURANCES

En cours de chantier, à défaut du respect des obligations susvisées liées à la transmission initiale, puis leurs mises à jour systématique une fois leur période de validité expirée, des attestations d'assurances, le maître d'ouvrage appliquera à l'entreprise titulaire les pénalités prévues sur ce point à l'article 10.3.

### 16.4 SINISTRES

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et, s'il y a lieu, ses cotraitants, ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du code civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le titulaire ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

## 17. CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

### 17.1 DISPOSITIONS GENERALES

En application de l'article 3.4.2. du CCAG-Travaux, le titulaire doit respecter les obligations suivantes.

### 17.2 CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit l'UCANSS et communiquer un extrait K-Bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le changement de dénomination sociale fera l'objet d'une modification de l'accord-cadre (ex avenant) constatant de ce changement.

### 17.3 CHANGEMENT DE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE

#### 17.3.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à l'UCANSS.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

#### 17.3.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre l'UCANSS et le nouveau Titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité de l'accord-cadre.

L'UCANSS vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas se trouver dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1, L. 2141-2, L. 2141-3, L. 2141-5 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique.

## 18. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes de l'accord-cadre (montant cumulé des bons de commande) lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

L'UCANSS informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt le Titulaire de faire cesser cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'UCANSS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'UCANSS transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le Titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'UCANSS, cette dernière en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par l'accord-cadre ou résilier celui-ci sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

## 19. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE

En vertu des articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au Titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes contributions ou cotisations sociales exigibles. La liste de ces impôts, taxes, contributions et cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ».
- lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants mentionnés à l'article D. 8222-5 du Code du travail :
  - a) Un extrait d'un registre pertinent (extrait K ; K bis ; D1) ;
  - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux



articles L. 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance ;

- Le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R.1263-12 et D. 8222-7.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du Titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le Titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestation, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire.

## 20. DEFAILLANCE D'UN MEMBRE DU GROUPEMENT

En cas de groupement, si celui-ci apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, le groupement peut demander son remplacement, en son sein, par un nouvel opérateur économique.

Ce remplacement est conditionné par son acceptation formelle de la part du maître d'ouvrage. Le nouveau membre du groupement doit apporter les mêmes garanties techniques que le membre défaillant, il doit s'engager à assumer toutes les obligations du membre défaillant, et ce, sans modification du prix pour le maître d'ouvrage. Si le membre défaillant est le mandataire du groupement, ce dernier désigne en son sein un nouveau mandataire. Cette désignation doit être acceptée formellement par le maître d'ouvrage.

## 21. CESSION

Le présent accord-cadre ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le titulaire, sauf accord écrit et préalable du maître d'ouvrage.

Cette cession doit être justifiée. Elle ne doit pas entraîner de modifications substantielles de l'accord-cadre. Elle ne doit pas en modifier les prix. Elle ne doit pas modifier les conditions qui avaient été fixées par le maître d'ouvrage pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

## 22. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai de quinze (15) jours peut être

prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai de quinze (15) jours ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

## 23. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

### 23.1 APPLICATION DU CCAG-TRAVAUX

Les stipulations du chapitre 7 du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le maître d'ouvrage, en l'absence de montant minimum contractuel le titulaire ne perçoit aucune indemnisation.

### 23.2 RESILIATION POUR FAUTE

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis à l'appui de la candidature ou de l'offre ou du refus de produire les pièces prévues à l'article 19 ci-dessus, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les conditions de l'article 50.3 du CCAG-Travaux et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 52 du CCAG-Travaux.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les autres obligations du présent accord-cadre, l'acheteur serait en droit de le résilier aux torts du titulaire, conformément à l'article 50.3 du CCAG-Travaux et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 52 du CCAG-Travaux.

Dans les cas où la décision de résiliation ne peut intervenir qu'après qu'une mise en demeure notifiée au titulaire soit restée infructueuse conformément à l'article 50.3.2 du CCAG-Travaux, celle-ci est adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal et est assortie d'un délai.

La résiliation de l'accord-cadre entraîne la résiliation des bons de commande en cours d'exécution sauf mention contraire indiquée dans la décision de résiliation.

Le marché public résilié est liquidé dans les conditions de l'article 51 du CCAG-Travaux.

### 23.3 CHANGEMENT DE SITUATION AU REGARD DES INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER

En application de l'article L. 2195-4 du CCP, si le titulaire du présent accord-cadre se retrouve placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du même texte ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, le maître d'ouvrage peut résilier le présent accord-cadre pour ce motif.

La résiliation prend effet à la date indiquée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire par le maître d'ouvrage. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

### 23.4 MANQUEMENT CONSTATE PAR LA CJUE

En application de l'article L. 2195-5 du code de la commande publique, lorsque l'accord-cadre n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés publics qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans le cadre de la procédure prévue à l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, il peut être résilié par le maître d'ouvrage. La résiliation prend effet à la date indiquée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire par le maître d'ouvrage. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

## 24. PRESTATIONS SIMILAIRES

L'UCANSS pourra recourir à un marché de travaux ayant pour objet des prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

Le Titulaire s'engage à proposer à l'UCANSS des prestations similaires et à des prix n'excédant pas ceux du présent accord-cadre sous réserve de l'application de la formule de révision figurant au présent CCAP.

## 25. DROIT ET LANGUE

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

L'ensemble des documents échangés (correspondances, notices, plans, etc.) et des dossiers de travail et de fin de chantier (DOE, notices d'exploitation et de maintenance, fiches techniques) sont rédigés en langue française. Les réunions sont tenues en langue française.

Le titulaire est tenu de désigner une équipe d'encadrement ayant la maîtrise orale et écrite de la langue française.

## 26. REGLEMENT DES LITIGES

Conformément à l'article 55 du CCAG-Travaux, en cas de litige ou de différend survenant au cours de l'exécution ou de la liquidation du présent marché, les parties conviennent de se rapprocher pour trouver une solution amiable.

En toutes hypothèses, tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'une réclamation écrite du titulaire communiquée à l'acheteur par courrier recommandé ou contre récépissé dans un délai de 30 jours courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de réception de ladite réclamation pour notifier sa décision, l'absence de réponse dans ce délai valant rejet de la réclamation.

En cas d'échec du règlement du différend par cette voie, et avant toute procédure juridictionnelle, la partie la plus diligente saisit le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges (CCRA) compétent, le médiateur des entreprises ou toute autre instance de conciliation compétente.

Les parties peuvent recourir à l'arbitrage.

Après épuisement des moyens de recours amiables, par dérogation à l'article 55.3 du CCAG-Travaux, le Tribunal judiciaire de Paris est seul compétent, concernant l'exécution :

### **Tribunal Judiciaire de Paris**

Parvis du Tribunal de Paris  
75859 PARIS CEDEX 17

Tél. : 01 44 32 51 51

## 27. CONFIDENTIALITE ET SECURITE

### 27.1 ENGAGEMENTS DES PARTIES

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins de l'accord-cadre,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application de l'accord-cadre,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet de l'accord-cadre,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution de l'accord-cadre et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

## 27.2 VERIFICATION DU RESPECT DES ENGAGEMENTS

Le maître d'ouvrage, s'il l'estime nécessaire, se réserve le droit de procéder à une vérification du respect par le titulaire, des engagements mis à sa charge en termes de confidentialité et de sécurité.

Le titulaire prendra les mesures nécessaires pour mettre à disposition du maître d'ouvrage, le cas échéant, les éléments permettant de prouver qu'il a respecté ses engagements.

En cas de non-respect par le titulaire de ses engagements, et indépendamment des sanctions encourues, le maître d'ouvrage pourra décider de résilier l'accord-cadre.

## 27.3 RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

Si pour l'exécution du présent accord-cadre le titulaire a recours à des sous-traitants, ceux-ci doivent présenter des garanties équivalentes pour assurer le respect des règles de confidentialité et de sécurité sus-énoncées.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à faire souscrire à ses sous-traitants et à leur faire respecter les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article.

## 27.4 EXCEPTIONS A LA CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité dans le cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu de l'accord-cadre,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent accord-cadre et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent accord-cadre et pour quelque cause que ce soit.

## 28. DISPOSITIONS GENERALES

Le titulaire doit, tant au niveau des études que de l'exécution des ouvrages, respecter toute réglementation ou norme en vigueur applicable à ses prestations, alors même que cette réglementation ou norme n'est pas visée par les pièces contractuelles.

Sauf exception explicitement mentionnée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), le fait pour le titulaire de devoir soit la pose, soit l'installation d'un appareil ou d'un matériau implique la fourniture de cet appareil ou de ce matériau.

Lorsque les documents contractuels contiennent des recommandations ou des suggestions quant à l'utilisation de certaines méthodes ou procédés de construction, le titulaire reconnaît qu'il emploie ces méthodes ou procédés de construction uniquement après s'être assuré de leur exactitude, de leur fiabilité et de leur adéquation aux circonstances.

Les titres n'étant insérés que pour des raisons de commodité, en cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et la teneur de l'une quelconque des clauses, les titres sont déclarés inexistant.

Sauf disposition expresse contraire du marché, toute modification de l'accord-cadre ne peut intervenir que dans le respect des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 à 10 du CCP.

Si l'une quelconque des stipulations du marché s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de l'accord-cadre ni altérer la validité de ses autres stipulations.

## 29. DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

En application de l'article R. 2112-3 du code de la commande publique et par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG-Travaux les articles et dispositions dudit CCAG auxquels déroge le présent CCAP sont uniquement mentionnées dans les articles concernés (voir supra).